

KWALITEIT	SNELHEID	TOTAAL
2	1	2
2	2	4
2	3	6
2	4	8
2	5	10
3	1	3
3	2	7
3	3	11
3	4	14
3	5	19
4	1	4
4	2	9
4	3	15
4	4	18
4	5	22
5	1	5
5	2	12
5	3	19
5	4	23
5	5	25

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van het College tot vaststelling van de voorwaarden tot toekenning van een tegemoetkoming in de bezoldiging en de sociale lasten gedragen door de ondernemingen met aangepast werk voor de gehandicapten die zij tewerkstellen.

Brussel, 13 maart 1997.

Namens het College van de Franse Gemeenschapscommissie :

Ch. PICQUE,

Lid van het College belast met Bijstand aan Personen

H. HASQUIN

Voorzitter van het College



F. 97 — 1147

[C — 97/31163]

13 MARS 1997. — Arrêté du Collège de la Commission communautaire française fixant les conditions d'octroi d'une intervention dans la rémunération et les charges sociales supportées par les entreprises de travail adapté pour le personnel d'encadrement

Le Collège de la Commission communautaire française,

Vu les articles 138 et 178 de la Constitution;

Vu l'article 8 de la loi du 16 mars 1954 relative au contrôle de certains organismes publics;

Vu l'article 83, § 3 de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles;

Vu l'article 4, 1° des décrets des 19 et 22 juillet 1993 attribuant l'exercice de certaines compétences de la Communauté française à la Région wallonne et à la Commission communautaire française;

Vu le décret de la Commission communautaire du 23 janvier 1997 visant à promouvoir l'intégration professionnelle des personnes handicapées, notamment l'article 19, alinéa 1^{er}, 2°;

Vu l'arrêté du Collège de la Commission communautaire française du 13 mars 1997 fixant les conditions et modalités d'agrément des entreprises de travail adapté;

Vu l'arrêté du Collège de la Commission communautaire française du 4 juillet 1995 fixant la répartition des compétences entre ses membres;

Vu l'arrêté du Collège de la Commission communautaire française du 4 juillet 1995 portant règlement de son fonctionnement et réglant la signature de ses actes, tel que modifié;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 9 janvier 1997;

Vu l'avis du Conseil consultatif bruxellois francophone de l'Aide aux personnes et de la Santé, donné le 7 janvier 1997;

Vu l'accord du Membre du Collège chargé du Budget, donné le 31 janvier 1997;

Vu l'urgence motivée par la nécessité de favoriser dès le 1^{er} janvier 1997 l'encadrement des travailleurs les plus gravement handicapés afin de prévenir toute conséquence perverse de l'application de la convention collective de travail n° 43septies du 2 juillet 1996 ;

Vu l'avis du Conseil d'Etat, donné le 10 février 1997, en application de l'article 84, alinéa 1^{er}, 2° des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Sur la proposition du Membre du Collège chargé de l'Aide aux personnes,

Arrête :

Article 1^{er}. Le présent arrêté règle une matière visée à l'article 128 de la Constitution en vertu de l'article 138 de celle-ci.

Art. 2. Pour l'application du présent arrêté, il faut entendre par :

« administration » : Fonds bruxellois francophone pour l'intégration sociale et professionnelle des personnes handicapées;

« entreprise » : entreprise de travail adapté agréée par le Collège de la Commission communautaire française, telle que définie au chapitre III du décret de la Commission communautaire française du 23 janvier 1997 visant à promouvoir l'intégration professionnelle des personnes handicapées;

« quota » : nombre maximum de travailleurs handicapés qui sont occupés sous contrat de travail ou en vertu de l'article 78 de l'arrêté royal du 25 novembre 1991 portant réglementation du chômage et pour lesquels l'entreprise bénéficie d'interventions de l'administration, tel qu'il a été fixé en vertu des dispositions de l'arrêté du Collège de la Commission communautaire française du 13 mars 1997 fixant les conditions et modalités d'agrément des entreprises de travail adapté .

Art. 3. Une intervention dans la rémunération et les charges sociales est octroyée à l'entreprise pour le personnel d'encadrement qu'elle occupe dans les limites suivantes :

a) en fonction du nombre correspondant à la somme de son quota et du nombre de personnes handicapées occupées sous contrat d'adaptation professionnelle :

— un directeur;

— un employé, assistant du directeur ou membre du personnel administratif, par tranche de 50 unités;

— un assistant social quart-temps ou un infirmier social quart-temps ou un ergothérapeute quart-temps ou un psychologue quart-temps ou un assistant en psychologie quart-temps par tranche de 25 unités;

— un moniteur à mi-temps par tranche de 5 unités;

b) en fonction du nombre moyen de travailleurs handicapés ayant effectué des prestations pendant le trimestre considéré et comptés pour le quota :

— un moniteur à quart-temps supplémentaire est accordé :

— par groupe de 10 travailleurs handicapés classés en catégorie E;

— par groupe de 10 travailleurs handicapés classés en catégorie B, C ou D dont l'activité est, par nature, réalisée à l'extérieur de l'entreprise ou en contact direct et permanent avec la clientèle;

— un moniteur à quart-temps est retiré par groupe de 5 travailleurs handicapés classés en catégorie A;

c) en fonction du nombre moyen de personnes handicapées sous contrat d'adaptation professionnelle : un moniteur à quart-temps est accordé par groupe de 5 personnes.

Art. 4. Cette intervention est octroyée trimestriellement.

Les membres du personnel d'encadrement engagés à partir de la date de publication au *Moniteur belge* de l'arrêté du Collège de la Commission communautaire française du 13 mars 1997 fixant les conditions et modalités d'agrément des entreprises de travail adapté doivent remplir les conditions reprises à l'article 11 de cet arrêté pour faire bénéficier leur entreprise des interventions prévues au présent arrêté.

Art. 5. Les montants annuels forfaitaires de l'intervention dans la rémunération et les charges sociales sont fixés pour chaque équivalent temps plein repris ci-dessous à :

directeur	678 009 F
-----------	-----------

employé (assistant du directeur ou membre du personnel administratif) ou moniteur	406 808 F
---	-----------

assistant social ou infirmier social ou ergothérapeute ou psychologue ou assistant en psychologie	508 508 F
---	-----------

Ces montants sont réduits proportionnellement sur base des prestations réelles ou assimilées prises en charge par l'entreprise.

Ces montants sont liés à l'indice-pivot 123,79 de décembre 1996 et s'adaptent conformément aux dispositions de la loi du 2 août 1971 organisant un régime de liaison à l'indice des prix à la consommation, des traitements, salaires, pensions, allocations et subventions à charge du Trésor public, de certaines prestations sociales, des limites de rémunération à prendre en considération pour le calcul de certaines cotisations de sécurité sociale des travailleurs, ainsi que des obligations imposées en matière sociale aux travailleurs indépendants.

Art. 6. L'intervention prévue au présent arrêté n'est pas cumulable avec l'intervention prévue par l'arrêté du Collège de la Commission communautaire française du 13 mars 1997 fixant les conditions d'octroi d'une intervention dans la rémunération et les charges sociales supportées par les entreprises de travail adapté pour les travailleurs handicapés qu'elles occupent.

Art. 7. L'intervention prévue au présent arrêté est cumulable avec une intervention accordée par un organisme régional ou communautaire chargé de l'intégration des personnes handicapées visant à compenser la perte de rendement temporaire ou définitive d'un travailleur.

Art. 8. Si le cumul de l'intervention accordée pour un membre du personnel d'encadrement en vertu du présent arrêté et de celles accordées par les pouvoirs publics en vertu d'autres dispositions a pour effet de couvrir plus de 100 % du montant à charge de l'entreprise, le montant de l'intervention accordée en vertu du présent arrêté est réduit à due concurrence.

L'administration opère à cette fin un contrôle annuel sur base d'une déclaration établie par l'entreprise sur le modèle fixé par l'administration.

Art. 9. La demande d'intervention doit être introduite par l'entreprise auprès de l'administration par lettre recommandée.

Pour chacun des trimestres pour lequel l'intervention est sollicitée, l'entreprise adresse à l'administration une déclaration détaillant pour chacun des mois du trimestre considéré et pour chaque membre du personnel d'encadrement, le nombre d'heures de travail presté, la rémunération brute octroyée et le montant des charges patronales versées, ainsi que tout renseignement demandé par l'administration qui fixe le modèle de la déclaration et le mode de transmission des données.

La déclaration doit être introduite avant l'expiration du deuxième mois qui suit le trimestre pour lequel l'intervention est demandée.

Art. 10. L'administration consent à l'entreprise une avance trimestrielle à valoir sur l'intervention attribuée. Cette avance correspond à 100 % de l'intervention liquidée pour le trimestre correspondant de l'année précédente. Elle est liquidée mensuellement par tiers.

Si aucune intervention n'a été octroyée à l'entreprise pour le trimestre correspondant de l'année précédente ou si l'intervention n'a couvert que partiellement ce même trimestre, l'administration calcule l'avance sur base de l'estimation du personnel de cadre pouvant être pris en considération et qui sera occupé et de la moyenne par membre du personnel des avances calculées pour les entreprises pour lesquelles une avance est octroyée conformément à l'alinéa 1^{er}.

Art. 11. A titre transitoire, pour les prestations effectuées jusqu'au 31 août 1997, à l'article 3, a) du présent arrêté, il convient de remplacer le mot "quota" par "le nombre moyen de travailleurs occupés au cours du trimestre considéré sous contrat de travail ou en vertu de l'article 78 de l'arrêté royal du 25 novembre 1991 portant réglementation du chômage et pour lesquels l'entreprise bénéficie d'interventions de l'administration en vertu de l'arrêté du Collège de la Commission communautaire française du 13 mars 1997 fixant les conditions d'octroi d'une intervention dans la rémunération et les charges sociales supportées par les entreprises de travail adapté pour les travailleurs handicapés qu'elles occupent".

Art. 12. Le présent arrêté entre en vigueur le 1^{er} janvier 1997.

Bruxelles, le 13 mars 1997.

Pour le Collège de la Commission communautaire française :

Ch. PICQUE,

Membre du Collège chargé de l'Aide aux personnes

H. HASQUIN,

Président du Collège

VERTALING

N. 97 — 1147

[C - 97/31163]

13 MAART 1997. — Besluit van het College van de Franse Gemeenschapscommissie tot vaststelling van de voorwaarden voor de toekenning van een tegemoetkoming in de bezoldiging en de sociale lasten die worden gedragen door de ondernemingen met aangepast werk voor het begeleidingspersoneel

Het College van de Franse Gemeenschapscommissie,

Gelet op de artikelen 138 en 178 van de Grondwet;

Gelet op het artikel 8 van de wet van 16 maart 1954 betreffende de controle op bepaalde openbare instellingen;

Gelet op het artikel 83, § 3 van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen;

Gelet op het artikel 4, 1^o van de decreten van 19 en 22 juli 1993 tot toekenning van bepaalde bevoegdheden van de Franse Gemeenschap aan het Waals Gewest en de Franse Gemeenschapscommissie;

Gelet op het decreet van de Franse Gemeenschapscommissie van 23 januari 1997 tot bevordering van de inschakeling van gehandicapten in het arbeidsproces, inzonderheid op het artikel 19, lid 1, 2^o;

Gelet op het besluit van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 13 maart 1997 tot vaststelling van de voorwaarden en modaliteiten voor de erkenning van de ondernemingen met aangepast werk;

Gelet op het besluit van het College van Franse Gemeenschapscommissie van 4 juli 1995 tot verdeling van de bevoegdheden van zijn leden;

Gelet op het besluit van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 4 juli 1995 tot regeling van zijn werking en tot ondertekening van zijn akten, zoals gewijzigd;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 9 januari 1997;

Gelet op het advies van de Brusselse Franstalige Adviesraad voor Welzijnzorg en Gezondheid, gegeven op 7 januari 1997;

Gelet op het akkoord van het Lid van het College belast met Begroting, gegeven op 31 januari 1997;

Gelet op de hoogdringendheid die wordt ingegeven door de noodzaak om vanaf 1 januari 1997 de begeleiding van de zwaarst gehandicapte werknemers te bevorderen om iedere benadeling die voortkomt uit de toepassing van de collectieve arbeidsovereenkomst nr. 43 septies van 2 juli 1996 te vermijden;

Gelet op het advies van de Raad van State, gegeven op 10 februari 1997 overeenkomstig artikel 84, lid 1, 2^o van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Op voordracht van het Lid van het College belast met Bijstand aan Personen,

Besluit :

Artikel 1. Dit besluit regelt een aangelegenheid bedoeld in artikel 128 van de Grondwet, krachtens artikel 138 van de Grondwet.

Art. 2. Voor de toepassing van dit besluit, dient men te verstaan onder :

« bestuur » : Brussels Franstalig Fonds voor de sociale integratie van de gehandicapten en hun inschakeling in het arbeidsproces;

« onderneming » : onderneming met aangepast werk, erkend door het College van de Franse Gemeenschapscommissie, zoals bepaald in hoofdstuk III van het decreet van de Franse Gemeenschapscommissie van 23 januari 1997 tot bevordering van de inschakeling van de gehandicapten in het arbeidsproces;

« quotum » : maximum aantal gehandicapte werknemers dat tewerkgesteld is op basis van een arbeidsovereenkomst of krachtens artikel 78 van het koninklijk besluit van 25 november 1991 houdende werkloosheidsreglementering en voor wie de onderneming tegemoetkomingen van het bestuur krijgt krachtens de bepalingen van het besluit van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 13 maart 1997 tot vaststelling van de voorwaarden en de modaliteiten voor de erkenning van ondernemingen met aangepast werk.

Art. 3. Een tegemoetkoming in de bezoldiging en de sociale lasten wordt toegekend aan de onderneming voor het begeleidingspersoneel dat zij tewerkstelt binnen de volgende perken :

a) naar gelang van het aantal dat overeenstemt met de som van haar quotum en het aantal gehandicapten dat tewerkgesteld is op basis van een overeenkomst voor aangepast werk :

- een directeur;
- een bediende, assistent van de directeur of administratief personeelslid, per schijf van 50 personen;
- een deeltijds sociaal assistent (25 %) of een deeltijds verpleger (25 %) of een deeltijds ergotherapeut (25 %) of een deeltijds psycholoog (25 %) of een deeltijds assistent-psycholoog (25 %), per schijf van 25 personen;
- een halftijdse monitor, per schijf van 5 personen;

b) naar gelang van het gemiddeld aantal gehandicapte werknemers dat gedurende het beschouwde kwartaal prestaties geleverd heeft en in het quotum opgenomen is :

- een bijkomende deeltijdse monitor (25 %) wordt toegekend :
- per groep van 10 gehandicapte werknemers vallend onder categorie E;
- per groep van 10 gehandicapte werknemers vallend onder categorie B, C of D wier activiteit op zichzelf uitgeoefend wordt buiten de onderneming of in rechtstreeks en permanent contact met de cliënteel;
- een deeltijdse monitor (25 %) wordt weggehaald per groep van 5 gehandicapte werknemers vallend onder categorie A;

c) naar gelang van het gemiddeld aantal gehandicapten dat met een overeenkomst voor aangepast werk : een deeltijdse monitor (25 %) wordt toegekend per groep van 5 personen.

Art. 4. Deze tegemoetkoming wordt om de drie maand toegekend.

De leden van het begeleidingspersoneel die zijn aangeworven vanaf de publicatiedatum in het Belgisch Staatsblad van het besluit van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 13 maart 1997 tot vaststelling van de voorwaarden en de modaliteiten voor de erkenning van de ondernemingen met aangepast werk moeten voldoen aan de in het artikel 11 van dit besluit vermelde voorwaarden, opdat hun onderneming zou kunnen genieten van de in dit besluit voorziene tegemoetkomingen.

Art. 5. De jaarlijkse forfaitaire bedragen van de tegemoetkoming in de bezoldiging en de sociale lasten zijn voor ieder hieronder weergegeven voltijds arbeidsequivalent vastgesteld op :

directeur	678 009 BEF
bediende (assistent van de directeur of administratief personeelslid) of monitor	406 808 BEF
sociaal assistent of sociaal verpleger of ergotherapeut of psycholoog of assistent-psycholoog	508 508 BEF

Deze bedragen worden verhoudingsgewijs verminderd op basis van de werkelijke of hieraan gelijkgestelde prestaties die ten laste vallen van de onderneming.

Deze bedragen zijn gekoppeld aan de spilindex 123,79 van december 1996 en worden aangepast overeenkomstig de bepalingen van de wet van 2 augustus 1971 houdende inrichting van een stelsel waarbij de wedden, lonen, pensioenen, toelagen en tegemoetkomingen ten laste van de openbare schatkist, sommige sociale uitkeringen, de bezoldigingsgrenzen waarmee rekening dient gehouden bij de berekening van sommige bijdragen van de sociale zekerheid der arbeiders, alsmede de verplichtingen op sociaal gebied opgelegd aan de zelfstandigen, aan het indexcijfer van de consumptieprijzen worden gekoppeld.

Art. 6. De in dit besluit bedoelde tegemoetkoming mag niet worden gecumuleerd met de tegemoetkoming bedoeld in het besluit van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 13 maart 1997 tot vaststelling van de voorwaarden voor de toekenning van een tegemoetkoming in de bezoldiging en de sociale lasten die gedragen worden door de ondernemingen met aangepast werk voor de gehandicapte werknemers die zij tewerkstellen.

Art. 7. De in dit besluit bedoelde tegemoetkoming mag worden gecumuleerd met een tegemoetkoming die is toegekend door een gewestelijke of gemeenschapsinstantie belast met de integratie van gehandicapten en die ertoe strekt het tijdelijk of definitief rendementsverlies van een werknemer te compenseren.

Art. 8. Als de cumulatie van de tegemoetkoming die is toegekend voor een lid van het begeleidingspersoneel krachtens dit besluit en de tegemoetkomingen die zijn toegekend door de overheid krachtens andere bepalingen het bedrag ten laste van de onderneming voor meer dan 100 % dekt, dan wordt het tegemoetkomingsbedrag dat bij dit besluit is toegekend herleid tot het verschuldigd bedrag.

Het bestuur verricht daartoe een jaarlijkse controle op basis van een aangifte die door de onderneming wordt opgemaakt op het model dat het bestuur heeft vastgesteld.

Art. 9. De onderneming moet de aanvraag om tegemoetkoming bij een ter post aangetekende brief indienen bij het bestuur.

Voor iedere kwartaal waarvoor een tegemoetkoming aangevraagd wordt, bezorgt de onderneming aan het bestuur, een aangifte waarin per maand van het betrokken kwartaal en voor elk lid van het begeleidingspersoneel, een uitvoerige beschrijving wordt gegeven van het aantal gepresteerde arbeidsuren, de betaalde bruto bezoldiging en het bedrag van de gestorte werkgeversbijdragen, alsook alle gegevens die zijn gevraagd door het bestuur, dat stelt het model van de aangifte en de wijze van verzending van de gegevens vaststelt.

De aangifte moet worden ingediend vóór het verstrijken van de tweede maand die volgt op het kwartaal waarvoor de tegemoetkoming wordt aangevraagd.

Art. 10. Het bestuur geeft de onderneming om de drie maand een voorschot op de toegekende tegemoetkoming. Dit voorschot stemt overeen voor 100% met de tegemoetkoming die werd uitbetaald voor het overeenkomstig kwartaal van het vorige jaar. Zij wordt maandelijks in derden uitbetaald.

Als geen enkele tegemoetkoming werd toegekend aan de onderneming voor het overeenkomstig kwartaal van het vorige jaar of als de tegemoetkoming slechts gedeeltelijk dit kwartaal heeft gedekt, berekent het bestuur het voorschot op basis van de raming van het kaderpersoneel dat in aanmerking kan worden genomen en dat zal tewerkgesteld zijn en op basis van het gemiddelde per personeelslid van de voorschotten die zijn berekend voor de ondernemingen die overeenkomstig lid 1 een voorschot uitbetaald krijgen.

Art. 11. Als overgangsmaatregel is het nodig om, wat betreft de prestaties die werden verricht tot en met 31 augustus 1997, in artikel 3, a) van dit besluit het woord "quotum" te vervangen door "het gemiddeld aantal werknemers die tijdens het betrokken primester tewerkgesteld zijn op basis van een arbeidsovereenkomst of krachtens artikel 78 van het koninklijk besluit van 25 november 1991 tot reglementering van de werkloosheid en waarvoor de onderneming geniet van tegemoetkomingen van het bestuur krachtens het besluit van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 13 maart 1997 tot vaststelling van de voorwaarden voor de toekenning van een tegemoetkoming in de bezoldiging en de sociale lasten die door de ondernemingen met aangepast werk worden gedragen voor de gehandicapte werknemers die zij tewerkstellen".

Art. 12. Dit besluit treedt in werking op 1 januari 1997.

Brussel, 13 maart 1997

Namens het College van de Franse Gemeenschapscommissie :

Ch. PICQUE,

Lid van het College belast met Bijstand aan Personen

H. HASQUIN,

Voorzitter van het College



F. 97 — 1148

[C - 97/31164]

**13 MARS 1997. — Arrêté du Collège de la Commission communautaire française
fixant les critères d'octroi des subventions à l'investissement aux entreprises de travail adapté**

Le Collège de la Commission communautaire française,

Vu les articles 138 et 178 de la Constitution;

Vu l'article 8 de la loi du 16 mars 1954 relative au contrôle de certains organismes publics;

Vu l'article 83, § 3 de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles;

Vu l'article 4, 1° des décrets des 19 et 22 juillet 1993 attribuant l'exercice de certaines compétences de la Communauté française à la Région wallonne et à la Commission communautaire française;

Vu le décret de la Commission communautaire du 23 janvier 1997 visant à promouvoir l'intégration professionnelle des personnes handicapées, notamment l'article 19, alinéa 1^{er}, 1°;

Vu l'arrêté du Collège de la Commission communautaire française du 13 mars 1997 fixant les conditions et modalités d'agrément des entreprises de travail adapté;

Vu l'arrêté du Collège de la Commission communautaire française du 4 juillet 1995 fixant la répartition des compétences entre ses membres;

Vu l'arrêté du Collège de la Commission communautaire française du 4 juillet 1995 portant règlement de son fonctionnement et réglant la signature de ses actes, tel que modifié;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 9 janvier 1997;

Vu l'avis du Conseil consultatif bruxellois francophone de l'Aide aux personnes et de la Santé, donné le 7 janvier 1997;

Vu l'accord du Membre du Collège chargé du Budget, donné le 31 janvier 1997;

Vu l'urgence motivée par la nécessité d'adapter l'ensemble de la réglementation relative au subventionnement des entreprises de travail adapté à partir du 1^{er} janvier 1997, suite à la mise en œuvre de la Convention collective de travail n° 43 septies du 2 juillet 1996, et de supprimer le fonds d'investissement pour l'équipement dont les modalités d'application trop complexes n'ont pas produit les effets escomptés;

Vu l'avis du Conseil d'Etat, donné le 10 février 1997, en application de l'article 84, alinéa 1^{er}, 2° des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Sur la proposition du Membre du Collège chargé de l'Aide aux personnes,

Arrête :

Article 1^{er}. Le présent arrêté règle une matière visée à l'article 128 de la Constitution en vertu de l'article 138 de celle-ci.

Art. 2. Pour l'application du présent arrêté, il faut entendre par :

« décret » : décret de la Commission communautaire française du 23 janvier 1997 visant à promouvoir l'intégration professionnelle des personnes handicapées;

« Collège » : Collège de la Commission communautaire française de la Région de Bruxelles-Capitale;

« administration » : Fonds bruxellois francophone pour l'intégration sociale et professionnelle des personnes handicapées;

« entreprise » : entreprise de travail adapté tel que définie au chapitre III du décret de la Commission communautaire française du 23 janvier 1997 visant à promouvoir l'intégration professionnelle des personnes handicapées;

Art. 3. L'administration accorde aux entreprises des subventions à l'investissement dans les limites des crédits disponibles.

Art. 4. Les dépenses subventionnables sont :

l'achat de terrains, la construction de bâtiments, l'achat de bâtiments, la transformation de bâtiments, l'achat d'équipements.

Art. 5. Le montant de la subvention octroyée est égal à 60 % du coût hors taxe sur la valeur ajoutée de l'investissement reconnu nécessaire par l'administration, tel que ce coût est pris en considération suivant les dispositions du présent arrêté.